



Pour diffusion immédiate : 24/10/2023

GOUVERNEURE KATHY HOCHUL

LA GOUVERNEURE HOCHUL ANNONCE DE NOUVELLES DIRECTIVES POUR LES FORCES DE L'ORDRE EN CAS D'INCIDENTS DOMESTIQUES

Le modèle de politique décrit les meilleures pratiques et procédures pour les officiers de police et les superviseurs, axées sur les traumatismes et les victimes, qui favorisent la sécurité des victimes et des officiers, relient les individus aux services et au soutien, et préservent les preuves d'un crime, parmi d'autres sujets

La gouverneure Hochul obtient un investissement d'un million de dollars pour étendre l'utilisation de la loi sur le drapeau rouge de l'État de New York dans les situations de violence entre partenaires intimes et de violence fondée sur le genre

La gouverneure Hochul signe une loi sur la prévention de la violence domestique lors d'une réunion avec des victimes à Albany ; des photos sont disponibles [ici](#)

La gouverneure Kathy Hochul a annoncé de nouvelles directives pour les services de police et les bureaux des shérifs en cas d'incidents domestiques. La [politique modèle de l'État en matière d'incidents domestiques](#) décrit les meilleures pratiques et procédures axées sur les traumatismes et les victimes que les agents de police et les superviseurs doivent suivre, dans le but de promouvoir la sécurité des victimes et des agents, d'orienter les personnes vers des services et un soutien et de préserver les preuves d'un délit, parmi d'autres sujets. La gouverneure a obtenu un million de dollars pour étendre l'utilisation de la [loi sur le drapeau rouge](#) (Red Flag Law) de l'État dans les situations de violence entre partenaires intimes et de violence fondée sur le sexe, en fournissant une formation et une assistance technique aux organisations communautaires afin qu'elles puissent faciliter le dépôt de ces ordonnances qui peuvent sauver des vies. La gouverneure Hochul a également signé S.5935/A.5040 et S.5915/A.5347, deux nouvelles lois relatives à la prévention de la violence domestique, lors d'une table ronde avec des victimes à Albany.

La gouverneure Hochul a déclaré : « Je m'engage à diriger une administration qui traite les victimes avec dignité et respect. C'est un sujet qui me touche personnellement : ma mère a toujours défendu les victimes d'abus domestiques, et notre famille a fondé une maison de transition pour les victimes dans l'ouest de l'État de New York. Ces actions s'inscrivent dans la continuité de l'engagement de mon

administration à aider les victimes et à leur fournir les ressources, le soutien et les informations dont elles ont besoin pour guérir et se reconstruire ».

Le directeur exécutif du Bureau de prévention de la violence domestique (State Office for the Prevention of Domestic Violence, OPDV), Kelli Owens, et la directrice générale de Safe Horizon, Liz Roberts, se sont joints à la gouverneure Hochul pour la table ronde, dont les informations serviront de base aux futures politiques de son administration en matière de lutte contre la violence domestique et celle fondée sur le genre. L'objectif est de s'appuyer sur la création par la gouverneure d'un nouveau flux de financement flexible pour les ressources destinées aux victimes dans le budget de l'exercice 24, qui comprenait également 5 millions de dollars de financement de l'assistance locale pour l'OPDV afin de fournir une assistance financière directe aux victimes et aux survivants de violence domestique. Le mois d'octobre est marqué dans l'État de New York et au niveau national par le Mois de la sensibilisation à la violence domestique.

La Directrice exécutive du Bureau chargé de la prévention de la violence domestique de l'État de New York, Kelli Owens, a déclaré : « L'État de New York s'est engagé à travailler en collaboration pour fournir les ressources nécessaires aux victimes de violences domestiques. Nous ne pouvons le faire sans nous adresser directement aux experts - à savoir les victimes. Je remercie la gouverneure Hochul de l'avoir reconnu et d'avoir pris le temps d'écouter attentivement. Je me réjouis de poursuivre cette discussion avec les victimes et les prestataires de services dans tout l'État de New York et de travailler avec la gouverneure pour créer des politiques tenant compte des besoins des victimes pour l'État de New York ».

Liz Roberts, PDG de Safe Horizon, a déclaré : « À Safe Horizon, la plus grande organisation nationale d'aide aux victimes à but non lucratif, on ne sait que trop bien à quel point l'intersection de la violence armée et de la violence domestique conduit si souvent à la tragédie. Si nous voulons vraiment créer les conditions nécessaires à la sécurité des New-Yorkais qui sont exposés à ces crimes et à d'autres délits, il faudra que nous tous - le gouvernement et la communauté des services aux victimes - travaillions ensemble pour assurer la sécurité des familles. Je remercie la gouverneure Kathy Hochul et son équipe d'avoir fait entendre la voix des victimes et de s'être engagés à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faire de New York un modèle de sécurité et de guérison ».

La gouverneure Hochul a considérablement élargi le recours à la loi sur les drapeaux rouges de l'État à la suite des meurtres à motivation raciale perpétrés en 2022 dans le supermarché Tops de Buffalo. Également connue sous le nom de loi sur les ordonnances de protection contre les risques extrêmes (Extreme Risk Protection Order Law, ERPO), cette loi est conçue pour empêcher les personnes qui montrent des signes de menace pour elles-mêmes ou pour autrui d'acheter ou de posséder une arme à feu, quelle qu'elle soit, tout en prévoyant des garanties procédurales pour s'assurer qu'aucune arme à feu ne soit retirée sans que la procédure ne soit respectée.

Ce nouvel investissement d'un million de dollars financera la formation et l'assistance technique des organisations communautaires afin qu'elles puissent aider les requérants potentiels de l'ERPO - les membres de la famille, les responsables scolaires et les prestataires de soins de santé et de santé mentale, entre autres - à identifier les comportements à risque extrême et à s'orienter dans la procédure judiciaire afin d'accroître l'utilisation de cette loi essentielle pour la sécurité publique. La Division des services de justice pénale de l'État (Division of Criminal Justice Services, DCJS) et l'OPDV travailleront avec les dix conseils régionaux de lutte contre la violence domestique de l'État pour mettre en œuvre cette initiative.

Le nouveau modèle de politique en matière d'incidents domestiques des forces de l'ordre tient compte des changements importants survenus dans les politiques et les pratiques des forces de l'ordre depuis que l'État a publié ses premières orientations en 2010, ainsi que d'une meilleure compréhension des conséquences liées aux traumatismes, de la nécessité d'évaluer les facteurs de létalité lors de la réponse à ces incidents et de l'importance de placer les victimes et les survivants au centre de toute réponse et de tenir les individus qui causent des préjudices responsables de leur comportement. Le Conseil de formation de la police municipale de l'État, auquel le DCJS apporte son soutien, a adopté cette politique après avoir travaillé avec des experts en matière de maintien de l'ordre, de prévention et de réponse à la violence domestique et de formation des forces de l'ordre.

Rossana Rosado, commissaire de la Division des services de justice pénale de l'État de New York, a déclaré : « Les incidents domestiques font partie des appels les plus fréquents et les plus graves que reçoivent les agences. Ce modèle de politique globale est conçu pour fournir aux agents qui interviennent les informations, les outils et les ressources dont ils ont besoin pour traiter efficacement ces cas. Je remercie les membres du Conseil de formation de la police municipale et mon équipe au DCJS pour leur travail et leur engagement visant à améliorer le maintien de l'ordre et la manière dont le système de justice pénale répond aux victimes et aux survivants ».

Elizabeth Cronin, directrice du Bureau des services aux victimes de l'État de New York, a déclaré : « Il faut une dose incroyable de courage à une personne victime de violence pour demander l'aide de la police. Une fois qu'ils ont franchi ce pas, le simple fait de passer un appel peut faire dégénérer une situation dangereuse. Il est donc essentiel que les policiers disposent des meilleures informations, de la meilleure formation et des meilleures compétences lorsqu'ils interviennent. Je remercie les membres du Conseil de formation de la police municipale pour leur leadership, et j'invite tous les services de police à tirer parti de ces conseils importants ».

Outre la mise à disposition de ces conseils essentiels pour les forces de l'ordre et le financement de l'extension de l'utilisation de la loi sur les drapeaux rouges, la gouverneure Hochul a signé la loi S.5935/A.5040 promulguant le "Hope Card Act" (loi sur la carte espoir) qui charge le bureau de l'administration des tribunaux de l'État de développer un programme visant à délivrer gratuitement des cartes contenant des informations sur les ordonnances de protection définitives. Cela permettra aux

survivants de faire respecter leurs ordonnances de protection sans avoir à transporter et risquer de perdre leurs copies officielles. New York est le sixième État à mettre en œuvre un programme basé sur la carte Espoir.

Le sénateur Cordell Cleare a déclaré : « Offrir aux victimes de violence domestique des services, une protection, une tranquillité d'esprit et un espoir est l'une de nos principales obligations. La loi sur la carte ESPOIR transformera l'ordonnance de protection d'un long document juridique en une carte dynamique et durable, qui sera facilement accessible et diffusable afin d'assurer l'application de la loi et la sécurité de nos proches ; et surtout, pleine d'ESPOIR ! »

Sarah Clark, membre de l'Assemblée, a déclaré : « Les cartes ESPOIR permettent aux victimes de partager discrètement et rapidement les détails pertinents d'une ordonnance de protection en délivrant des copies d'une version plus pratique et plus utilisable, en plus du formulaire long traditionnel. Les cartes Espoir permettront aux victimes de violences domestiques de mieux contrôler l'application des ordonnances de protection et de vivre leur vie en toute sécurité et en toute confiance. Je suis fière d'avoir présenté ce projet de loi à l'Assemblée et je remercie le gouverneur Hochul d'avoir contribué à faire de New York le sixième État à donner aux victimes les moyens d'agir grâce à cette loi importante ».

La gouverneure a également signé la loi S.5915/A.5347 obligeant le Bureau d'État pour la prévention de la violence domestique à distribuer des documents d'information sur les abus financiers. Selon la Coalition nationale contre la violence domestique, plus de 90 % des victimes de violence domestique ont subi des violences financières, mais de nombreuses personnes ne se considèrent pas comme étant dans une relation abusive si elles ne subissent pas de dommages physiques. Les documents d'information destinés aux victimes et aux survivants de violence domestique et sexiste comprendront des liens vers des ressources en matière de logement, des bureaux locaux de services sociaux et d'autres services pour aider les individus à atteindre la sécurité et la stabilité.

La sénatrice Kristen Gonzalez a déclaré : « Les abus économiques - comme tant d'autres formes de violence domestique - sont négligés, peu signalés et parfois difficiles à reconnaître. En obligeant le Bureau de prévention de la violence domestique à distribuer des documents d'information sur une forme de violence domestique quasi omniprésente dans les relations abusives, ce projet de loi permettra aux survivants d'abus économiques de reconnaître l'abus économique sous ses nombreuses formes et leur donnera les outils dont ils ont besoin pour trouver de l'aide. Nous remercions la gouverneure d'avoir signé ce projet de loi et d'avoir favorisé la mise en place de mesures de lutte contre la violence domestique qui tiennent compte des traumatismes ».

Linda B. Rosenthal, membre de l'Assemblée, a déclaré : « Les abus économiques sont une forme invisible de violence domestique, ce qui fait qu'il est de plus en plus important de mettre en lumière cette pratique dangereuse. Bien que moins connue, la

violence économique est extrêmement répandue et touche plus de 90 % des survivants de la violence domestique. Lorsqu'une personne tente de quitter une situation dangereuse, la dernière chose dont elle devrait se préoccuper est de savoir comment elle pourra reconstruire sa vie ou si son crédit a été détruit par son agresseur. Je remercie la gouverneure Hochul d'avoir signé ma loi visant à mettre des documents d'information à la disposition des victimes dans tout l'État, afin qu'elles puissent reconnaître les abus économiques et savoir vers qui se tourner pour obtenir de l'aide ».

Le modèle de politique aborde les changements dans les pratiques d'application de la loi, les mises à jour de la législation de l'État, y compris la loi sur les drapeaux rouges, et les moyens d'axer davantage la réponse de l'application de la loi sur les victimes, y compris :

- L'évaluation de la létalité potentielle d'une victime en posant des questions sur l'accès de son partenaire à des armes à feu ou sur ses menaces de se blesser ou de blesser d'autres personnes, sur les incidents antérieurs de strangulation, sur les dommages subis pendant la grossesse, sur la jalousie et sur l'escalade de la violence. Si une personne répond par l'affirmative à ces questions, le guide fournit aux agents des informations détaillées sur les étapes suivantes qu'ils doivent suivre, y compris la mise en relation immédiate de la victime avec un plan de sécurité en appelant une ligne téléphonique d'urgence sur la violence domestique au niveau national ou local ou en organisant l'arrivée d'un avocat sur les lieux ; l'obtention de preuves de toutes les sources possibles, telles que les enregistrements téléphoniques, la vidéo et les lecteurs de plaques d'immatriculation, et pas seulement de la victime ; et la consultation des procureurs avant la mise en accusation si une personne a été inculpée dans le cadre de l'incident.
- Déterminer s'il est nécessaire d'obtenir une ERPO pour retirer les armes à feu du domicile si l'agresseur présumé représente un danger pour la victime, pour lui-même ou pour d'autres personnes. Le Conseil de formation de la police municipale dispose également d'un [modèle d'ordonnance de protection en cas de risque extrême](#) (Extreme Risk Protective Order Model Policy) et le DCJS a dispensé une formation sur le sujet afin d'aider les professionnels de l'application de la loi à effectuer cette évaluation et à assumer leurs responsabilités en vertu de la loi.
- Utiliser les propres mots de la personne lors de la collecte d'informations sur l'incident, plutôt que d'en tirer des conclusions : « Je ne peux pas signer ceci ou il va me tuer », au lieu de caractériser la déclaration, comme « la victime a refusé de coopérer ». Les policiers doivent remplir un [Rapport d'incident domestique de l'État de New York](#), qu'il y ait eu ou non une infraction ou une arrestation.
- Informer les individus de [la disponibilité de services juridiques civils essentiels](#) afin qu'ils puissent obtenir des ordonnances de protection et une assistance en matière de garde et de logement, entre autres questions juridiques résultant de leur victimisation.
- Comprendre comment les effets du traumatisme et du contrôle coercitif peuvent amener les victimes et les survivants de la violence domestique à hésiter à dire

ce qui s'est passé, à énumérer les événements dans un ordre illogique et à craindre les figures d'autorité ou que l'intervention de la police ne les expose à des préjudices ultérieurs.

- L'utilisation de caméras corporelles, qui peuvent influencer la volonté de la victime de fournir des informations. Si une victime demande à un agent d'arrêter l'enregistrement, cette demande doit être documentée sur la caméra avant que l'enregistrement ne soit désactivé.

Les services de police et les bureaux des shérifs ne sont pas tenus d'adopter le modèle de politique en matière d'incidents domestiques : Il est conçu pour que chaque agence puisse élaborer ses propres politiques et procédures afin de répondre au mieux aux besoins spécifiques de sa communauté. L'élaboration de politiques modèles est une fonction essentielle du conseil de formation de la police municipale, qui établit également les exigences en matière de formation de base de la police et des agents de la paix dans l'État de New York, ainsi que les certifications des instructeurs de la police et des agents de la paix, parmi d'autres responsabilités.

La ligne d'assistance téléphonique de l'État de New York pour les violences domestiques et sexuelles offre un soutien gratuit et confidentiel 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et est disponible dans la plupart des langues : 800-942-6906 (appel), 844-997-2121 (texte) ou [@opdv.ny.gov](https://www.opdv.ny.gov) (chat). Toute personne peut également consulter le site [OVS Resource Connect](#) pour trouver un programme d'aide aux victimes dans leur communauté. Le [Bureau des services aux victimes](#) (Office of Victim Services) finance et soutient 239 programmes d'aide aux victimes dans tout l'État, qui fournissent des services essentiels, tels que des conseils en cas de crise, des groupes de soutien, la gestion de cas, des abris d'urgence, une aide juridique civile et une aide au déménagement, entre autres, aux victimes et aux survivants de violences domestiques, d'agressions sexuelles et d'autres délits, ainsi qu'à leurs familles. L'agence fournit également [un filet de sécurité financière essentiel](#) pour les personnes qui n'ont pas d'autres ressources pour payer les dépenses qu'elles ont encourues en raison du crime.

La [Division des services de justice pénale de l'État de New York](#) est un organisme multifonctionnel de soutien à la justice pénale qui assume diverses responsabilités, notamment la formation des forces de l'ordre, la collecte et l'analyse des données criminelles à l'échelle de l'État, la gestion des informations sur les antécédents criminels et des fichiers d'empreintes digitales ; la supervision administrative de la banque de données ADN de l'État, en partenariat avec la police de l'État de New York ; le financement et la supervision des programmes de probation et de correction communautaire ; l'administration des fonds fédéraux et étatiques de la justice pénale ; le soutien aux agences liées à la justice pénale dans tout l'État ; et l'administration du registre des délinquants sexuels de l'État. Suivez l'agence sur [Facebook](#), [Instagram](#) et [X \(anciennement Twitter\)](#).

Le [Bureau de l'État de New York pour la prévention de la violence domestique](#) est la seule agence d'État de niveau exécutif du pays qui se consacre à la question de la

violence fondée sur le sexe. Suivez l'agence sur [Facebook](#), [Instagram](#) et [X \(anciennement Twitter\)](#).

[Safe Horizon](#) est la plus grande organisation d'aide aux victimes à but non lucratif du pays. Entièrement basé à New York, Safe Horizon offre une réponse centrée sur le client, tenant compte des traumatismes et combattant le racisme, à 250 000 New-Yorkais qui, chaque année, ont subi des violences ou des abus.

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

[SE DÉSABONNER](#)